

LeDroit **EDITORIAL**

Oka redevient une poudrière

LE SUJET

Les derniers accrochages suscitent l'inquiétude.

NOTRE OPINION

Les citoyens honnêtes ont droit à la protection de la police.

Il y a des gens qui, pour préserver leurs intérêts, n'hésitent pas à sacrifier ceux de leurs voisins, sans se poser trop de questions sur la légitimité de leur démarche. Leur cause exclut toutes les autres. Mais tant de certitude ne convainc personne, dans la mesure où le discours qu'ils tiennent manque de cohérence: ils revendiquent tous les droits sans attacher la moindre im-

portance au plus petit devoir.

C'est le genre de réflexion qu'inspire la situation actuelle à Oka, où une nouvelle crise pourrait éclater. Les récents accrochages entre policiers blancs et des Mohawks se livrant à la contrebande de cigarettes inquiètent les rési-

Les menaces et la peur expliquent bien des choses.

dants de la région. Les déclarations de la députée fédérale Lisa Bourgault résistent d'ailleurs parfaitement les sentiments de ses commettants, quand elle exige plus de fermeté de la part du gouvernement dont elle fait partie. Si des Mohawks se plaignent du harcèlement de la Sûreté du Québec, c'est parce que des policiers ne font que répondre aux appels d'autres citoyens parmi lesquels on retrouve des Amérindiens, a expliqué hier la députée au Droit.

Elle estime à une centaine le nombre de criminels qui tentent de déstabiliser le système et se demande pourquoi les élites mohawks ne les dénoncent pas. On pourrait lui répondre que les menaces et la peur, comme on a pu le constater en 1990, expliquent bien des choses.

On entend aujourd'hui le même discours mohawk qu'en 1990. Comme cette année-là, des sauteurs de troubles, qui font la contrebande de cigarettes, terrorisent de pauvres gens. Oka est redevenue une poudrière. Mais l'explosion pourrait tout aussi bien se produire ailleurs.

La population n'est pas dupe. Ce qui se passe à Oka est beaucoup plus apparenté au droit criminel qu'à celui des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les citoyens honnêtes qui subissent cette terreur ont droit à la protection de la police, qu'elle soit aux ordres de Québec ou d'Ottawa. D'ailleurs, les deux capitales sont-elles parvenues à s'entendre là-dessus?

Pendant ce temps, les politiciens n'osent intervenir. Ou plutôt, il ne savent comment s'y prendre, craignant comme la peste de jeter de l'huile sur le feu. Et s'ils ne semblent guère avoir appris de la crise de 1990, serait-ce parce que le mal est profond au point de les paralyser? Quant aux leaders autochtones récalcitrants au point de ne plus reconnaître Ovide Mercredi et l'Assemblée des premières nations, il nuisent à leur peuple et le trompent en l'incitant à appliquer des solutions de désespoir.

Murray Maltais